

Commonwealth à Nassau dans l'intention d'amener un changement réel et un dialogue vrai en Afrique du Sud, sont restés lettre morte. Comme Pretoria ne se montrait aucunement disposée à mettre un terme aux principes racistes de l'*apartheid*, le Canada a décidé de jouer le rôle de chef de file à la réunion d'examen à Londres, où fut adoptée une série d'autres mesures destinées à amener le gouvernement sud-africain à changer ses positions. Le Canada a par ailleurs intensifié l'aide qu'elle apporte aux Pays de première ligne, qui cherchaient à diminuer leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

D'autres parties du globe ont par contre connu une évolution plutôt encourageante. C'est ainsi qu'une démocratie fragile a été rebâtie aux Philippines. Dans plusieurs grands États d'Amérique latine, la démocratie a réussi à survivre en dépit de graves problèmes économiques. La Chine a poursuivi ses échanges avec l'Ouest malgré un ralentissement du rythme de la réforme au pays. Enfin, à la demande pressante du Canada et d'autres États membres, la réforme du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies a débuté pour de bon.

Tenu à Paris en 1986, le Sommet de la Francophonie — appelé plus justement le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage de la langue française — a été un événement historique, révélateur de la récente coopération fédérale-provinciale sur la scène internationale. D'ailleurs, le Canada est particulièrement soucieux qu'un tel événement soit couronné de succès : il accueillait en effet le deuxième Sommet de la Francophonie, à Québec, en septembre 1987.

Durant l'année visée par ce rapport, l'essor économique des pays industrialisés s'est poursuivi après la récession de 1981-1982, quoique un peu moins vigoureusement. Le maintien de l'inflation à un taux faible a fait baisser les taux d'intérêt, mais des pressions de plus en plus fortes se sont exercées parallèlement en faveur d'un ajustement structurel plus global. Le taux de change du dollar américain a connu un recul marqué par rapport au yen et au mark allemand, essentiellement en raison des déséquilibres au niveau de la balance des paiements et des écarts persistants entre les économies des États-Unis, du Japon et de la République fédérale d'Allemagne. Le protectionnisme a davantage occupé la scène internationale, tout particulièrement aux États-Unis. Une guerre des subventions agricoles a éclaté entre les États-Unis et la Communauté européenne, ce qui a eu pour effet d'accroître certaines faiblesses déjà très évidentes sur les marchés des produits agricoles. Lorsque les accords de soutien des prix de l'OPEP n'ont pas tenu, les prix du pétrole ont connu une baisse très importante au début de 1986; ils se sont cependant stabilisés par la suite mais à un niveau moins élevé. Enfin, étant donné l'intégration plus poussée des marchés financiers internationaux, les flux financiers répondaient sur une plus grande échelle à l'évolution de la conjoncture et à l'incertitude qui régnait sur les marchés.

Le Canada a été l'un des grands partisans des efforts internationaux visant à promouvoir et à soutenir des institutions et des disciplines économiques multilatérales qui soient efficaces. Leur objectif principal étant d'assurer réciproquement aux États-Unis et au Canada un accès sans

entrave à leurs marchés en ce qui concerne toute une gamme de biens et de services, les négociations en vue de la conclusion d'un accord global de libre-échange avec les États-Unis, engagées officiellement en mai 1986, devaient contribuer à améliorer le système commercial multilatéral (Voir Chapitre 4). Les sérieux différends qui ont opposé le Canada et les États-Unis au sujet des exportations de bois d'œuvre résineux ainsi que de bardeaux et de bardeaux de fente ont montré combien il pouvait être aussi difficile qu'important d'en arriver à une entente entre les deux pays.

Le Premier ministre du Canada a soulevé la question de l'agriculture au Sommet de Tokyo et il a obtenu de ses homologues étrangers qu'ils souscrivent de façon générale à l'élaboration de règles internationales dans ce secteur. Le Canada a par la suite été invité à faire partie du Groupe des Sept, groupe composé des ministres des Finances des pays du Sommet de Tokyo afin de discuter des questions pertinentes à la coordination des politiques et à la stabilité des taux de change. Lors de la réunion de ministres tenue à Punta del Este en septembre 1986 à l'occasion du lancement de l'Uruguay Round de Négociations commerciales multilatérales (NCM), les représentants canadiens ont activement contribué aux délibérations en prenant part aux discussions des groupes informels réunissant les pays intéressés. Le mandat des Négociations commerciales multilatérales permet aux négociateurs de réaliser des progrès notables dans des dossiers tels l'agriculture, les services, les clauses de garantie, le règlement des différends et les aspects commerciaux de l'investissement et de la propriété intellectuelle.

La dette des pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine représente toujours un fardeau aussi lourd pour eux. Cependant, bon nombre de gouvernements se sont dits en faveur de solutions pouvant résulter d'une approche axée sur la croissance. On a en outre mieux saisi les avantages et les inconvénients des liens entre le développement, la solvabilité, la stabilité financière, la croissance des exportations, les politiques commerciales et les politiques monétaires et fiscales.

Le Canada a persisté dans un rôle de défenseur du développement dans le Tiers monde, tant par le biais de ses programmes d'aide que par ses politiques générales connexes. Il a vivement appuyé la mise sur pied et l'exploitation de la Facilité d'Ajustement Structurel du Fonds monétaire international (FMI) et l'aboutissement de la huitième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID). L'annonce par le Canada, lors de la treizième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, d'un moratoire pour la dette contractée par quatorze pays d'Afrique subsaharienne au titre de l'Aide publique au développement (APD) a été l'un des faits marquants de cette réunion.

Le processus de revue de la politique extérieure du Canada, entrepris par le gouvernement en 1985, a été mené à bonne fin. En effet, en décembre 1986, étaient déposés en Chambre les résultats officiels découlant du rapport du Comité mixte de la Chambre de communes et du Sénat qui, pendant douze mois, avait tenu des audi-